

Chers amis producteurs et productrices de lait, chers sympathisants,

2008/2009 - 2019!

Il y a aujourd'hui plus de dix ans, des producteurs et productrices de lait ont, par le biais d'importantes grèves du lait, engagé une lutte européenne pour un prix du lait juste. En 2008 et 2009, portés de courage et le cœur lourd, ils ont ouvert les vannes de leur tank à lait en même temps, afin d'attirer l'attention sur les prix du lait extrêmement bas. Je vous invite tous en septembre à venir fêter avec nous ces dix et onze ans de la grève du lait et de rendre ainsi hommage aux producteurs et aux productrices de lait qui y ont participé, faisant ainsi preuve d'énormément de force et de courage. Des événements auront lieu notamment en France et en Belgique. Ce moment historique fut pour nous tous un vrai virage et une prise de position très forte en faveur de notre métier. Pour ma part, je suis très fier de ces instants de combat auprès de vous tous !

Cela fait déjà plus de dix ans que nous essayons de faire comprendre à toutes et à tous (paysans, politiques, citoyens, organismes agricoles en tout genre) que nous devons avoir un vrai outil pour activer une régulation de la production des produits agricoles, entre autres le lait nous concernant. Et quand je dis **nous**, je ne parle pas seulement des agriculteurs. **Nous**, c'est :

- les *producteurs et productrices*, qui devraient pouvoir vivre de leur métier décemment. Pour qu'il puisse y avoir de nouveaux installés dans toutes les régions d'Europe et des fermes familiales sur *tout le territoire*, et non une concentration des exploitations dans certaines régions ;

- les *citoyens et citoyennes*, qui sont aussi consommateurs et consommatrices, pour qu'ils puissent manger des produits sains et de qualité, produits en suffisance dans leur région et encore pour très longtemps ;

- les *responsables politiques*, car ils ont la grande responsabilité de s'occuper du bien-être de nous tous, citoyens d'Europe, et de notre environnement. Une responsabilité, certes, qui ne doit pas dégrader pour autant le bien-être des citoyens à l'autre bout de la planète ;

- les *organismes agricoles* comme les chambres d'agriculture, syndicats ou coopératives, car ils doivent se rappeler pourquoi ils ont été créés et quels sont leurs rôles principaux !

À l'EMB, l'outil proposé depuis quelques années est le PRM – le Programme de responsabilisation face au marché, qui comporte l'élément important d'une réduction volontaire de la production. Le mandat du commissaire européen Hogan touche à sa fin et c'est justement cet outil d'une réduction volontaire de la production qui a été décisif pour le secteur laitier en 2016 et 2017. Même s'il s'agit de la seule décision positive notable du commissaire sortant, celle-ci revêt une importance majeure. Elle a pu en effet démontrer que les revendications de l'EMB peuvent être mises en œuvre très rapidement et très facilement et que les effets positifs sont immédiats sur les marchés. J'appelle donc le nouveau chef de l'agriculture européenne ainsi que la nouvelle Commission et le nouveau Parlement européens à mettre en place et à activer très rapidement notre PRM.

EMB Bulletin septembre 2019

- Mercosur – Les règles n'ont pas été changées, c'est le manuel qui a été brûlé
- Les dernières nouvelles d'Allemagne
- États-Unis : la nouvelle Farm Bill offrira aux producteurs une aide dès que le prix tombe en dessous de 350 € par tonne
- Vagues de chaleur et orages : comment s'en sortent les producteurs de lait européens ?
- Portrait : Vétérinaires Sans Frontières Belgique
- Grève du lait en Europe, il y a 10 et 11 ans
- Invitations à des événements autour de la grève européenne du lait en septembre

Contact

EMB - European Milk Board asbl

Rue du Commerce 124
B-1000 Brussels

Phone.: +32 - 2808 - 1935

Fax: +32 - 2808 - 8265

office@europeanmilkboard.org

www.europeanmilkboard.org

Pour le secteur agricole, la manière dont sont négociés les accords de libre-échange est également cruciale. Nous avons dénoncé ces accords qui vont à l'encontre des intérêts des éleveurs. Il est primordial que les intérêts des producteurs, des consommateurs et de l'environnement soient pris en compte davantage. J'appelle donc tous les nouveaux élus à s'entretenir avec nous, dans nos pays mais aussi à Bruxelles, pour que l'on puisse défendre nos intérêts, mais aussi ceux des consommateurs.

Dix ans sont aussi passés depuis le lancement du lait équitable en Belgique, qui se fêtera en octobre chez nos amis belges. La création d'une marque du lait équitable dans différents pays européens et bien entendu aussi les grèves du lait – ces moments uniques et inoubliables – ont contribué, avec d'autres, au succès reconnu de l'EMB. Nous remercions tous ceux et celles qui ont investi force, énergie et courage pour que nous puissions en arriver là.

Lève-toi, producteur de lait !

Je vous souhaite à tous une agréable lecture de cette édition du bulletin.

Boris Gondouin, membre du Comité directeur de l'EMB

Mercosur – Les règles n'ont pas été changées, c'est le manuel qui a été brûlé

© ICMSA

Parmi les récriminations des agriculteurs irlandais, celle que vous entendrez le plus souvent est qu'on « a changé les règles du jeu en cours de partie ». Ils désignent ainsi la façon dont des agences gouvernementales modifient la réglementation, les critères, les objectifs ou les dispositions d'une politique *après* que ceux-ci aient été fixés et alors que les personnes qui devaient se plier à la réglementation et aux exigences d'origine – généralement des agriculteurs – ont déjà commencé à remplir ces critères, au prix d'investissements considérables en temps et en argent.

Pour filer la métaphore sportive, il serait trop long de dresser ici la liste de toutes les fois où les agriculteurs, interloqués, ont vu débarquer à la mi-temps des fonctionnaires apportant de nouvelles pages de règlement à l'arbitre, déchirant des paragraphes entiers, l'air de rien et surtout sans consulter qui que ce soit.

Je pense que c'est l'aspect le plus inquiétant de cette affaire de Mercosur. Ce n'est pas le fait que l'accord ait été convenu, tout calamiteux qu'il soit. C'est le fait qu'il ait été annoncé moins de deux semaines après que le gouvernement irlandais a publié un Plan national d'action pour le climat qui semblait indiquer que l'Irlande, jusque-là apparemment réticente à prendre des mesures pour lutter contre le changement climatique, s'était désormais résolue à accélérer ses mesures en faveur de plus de durabilité et à les rendre contraignantes. À travers ce Plan d'action pour le climat, le message adressé aux agriculteurs et au grand public est que la question n'est plus si nous voulons, ou non, participer aux mesures de réduction des émissions – cette décision ne sera plus entre nos mains.

Notre point de vue repose sur deux constats indiscutables, en partant du principe que si vous partez de la vérité et que vous veillez à ne pas trop vous en écarter, vous pouvez raisonnablement penser être dans la bonne voie. La position de l'ICMSA sur les émissions de carbone a ainsi toujours été que l'Irlande compte, à tous égards, parmi les producteurs de lait et de viande de bœuf les plus efficaces au monde sur le plan des émissions de carbone. Cela signifie que notre production devrait, autant que possible, perdurer et qu'il faudrait réduire celle des producteurs de lait et de viande de bœuf dont l'efficacité environnementale est moindre. Ce système de production à l'endroit le plus adapté jouera en notre défaveur pour d'autres denrées alimentaires et nous devons l'accepter. L'autre constat indiscutable est qu'on ne saurait demander aux seuls agriculteurs de prendre à leur charge une part disproportionnée des efforts que consent notre société pour réduire ses émissions. Tout le monde est impliqué dans ces émissions : que ce soit au niveau de la production, de la vente ou de la consommation de la viande de bœuf ; pour nous, cela veut dire que chacun devra payer sa part.

Ces deux constats de départ de l'ICMSA reposent sur notre acceptation de la réalité du changement climatique. Nous acceptons les preuves scientifiques et nous acceptons le fait que le changement climatique représentera un problème existentiel pour les sociétés si nous n'agissons pas maintenant. Selon les scientifiques, la première mesure devant être prise absolument est l'arrêt et l'inversion de la déforestation catastrophique en cours, tout particulièrement en Amérique du Sud.

Nous savons que les forêts d'Amérique du Sud sont déboisées pour y produire de la viande de bœuf. Nous savons aussi que la décision d'augmenter, même légèrement, la quantité de viande de bœuf d'Amérique du Sud pouvant être exportée vers l'UE ne fera qu'accélérer cette destruction, car les fermiers impliqués en concluent désormais que la porte est ouverte et que les quantités qu'ils peuvent exporter ne feront qu'augmenter.

Tout comme les émissions de carbone, les températures mondiales et la panique croissante dans le monde entier, ainsi que le désenchantement amer de la jeunesse à la vue des contradictions irrémédiables qui sous-tendent l'accord entre l'UE et le Mercosur.

L'accord avec le Mercosur n'est donc pas seulement une gifle de plus pour notre filière bovine, qui doit déjà affronter la perte de son plus grand marché, vers lequel nous exportons depuis des siècles. C'est une atteinte grave à la réputation du gouvernement irlandais et de l'UE, qui leur ôte toute crédibilité dans le domaine environnemental. De toutes les conséquences, celle-ci pourrait bien se révéler la pire.

Pat McCormack, membre du Comité directeur de l'EMB et président de l'ICMSA

Les dernières nouvelles d'Allemagne

L'eurodéputée Marlene Mortler (CSU) s'engage pour le bien-être animal dans toute l'Europe

© BDM

Des divergences existent au sein de la CDU/CSU concernant la création d'un label étatique du bien-être animal.

Alors que la ministre fédérale de l'agriculture, Julia Klöckner, voudrait s'en tenir à un label national sur la base du volontariat, Marlene Mortler, anciennement députée au *Bundestag* et désormais députée au Parlement européen, entend faire avancer, avec la future présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen, la mise en œuvre d'un label du bien-être animal valable dans toute l'Europe. Pour cela, la Commission européenne devra inscrire dans son programme de travail la réforme du règlement européen sur le bien-être des animaux et de celui sur l'abattage.

Rapport sur les exportations agricoles allemandes

D'après le gouvernement allemand, les exportations allemandes de produits agro-alimentaires vers des pays en voie de développement ont presque doublé au cours des dix dernières années. En 2018, le lait et les produits laitiers faisaient aussi partie des produits d'exportation les plus importants, avec une part d'environ 10 %.

Tendance à la baisse des prix au producteur de lait en juillet

En juillet, les prix au producteur étaient compris entre un prix de base de 29,49 et 35,90 centimes/kg (4 % de matières grasses, 3,4 % de protéines) – jusqu'à 1 centime/kg de moins qu'en juin, bien que les quantités de lait livrées en 2019 se soient maintenues en-dessous du niveau de l'année précédente et que l'ensemble des coûts de la production laitière se monte à 43 centimes et malgré les débats permanents demandant toujours plus de durabilité, de bien-être animal, des normes plus strictes, etc. Nous, les producteurs de lait, nous trouvons dans une crise économique permanente, interrompue par de très courtes phases où les prix au producteur réussissent presque à couvrir l'intégralité des coûts de production. Le marché du lait ne fonctionne absolument pas ; le déséquilibre au détriment des éleveurs laitiers constaté par l'Office fédéral de lutte contre les cartels (*Bundeskartellamt*) dans son enquête sur le secteur laitier persiste, les « laiteries n'ont pas de véritable intérêt propre à obtenir des prix plus élevés pour leurs produits laitiers ». Cette situation ne doit pas nous décourager, nous, les éleveurs laitiers, mais doit au contraire nous inciter à attirer l'attention sur cette situation et à revendiquer, pour le marché du lait, des conditions cadre qui nous rendent la place qui nous revient. La stratégie sectorielle du BDM pour 2030 montre la marche à suivre pour y parvenir.

Bundesverband Deutscher Milchviehhalter (BDM)

États-Unis : la nouvelle Farm Bill offrira aux producteurs une aide dès que le prix tombe en dessous de 350 € par tonne

Le Dairy Margin Coverage Program (DMP) a été introduit par la nouvelle loi agricole (Farm Bill) de 2018 afin de remplacer l'actuel Margin Protection Program for Dairy (MPP-Dairy), créé dans le cadre de la précédente Farm Bill

de 2014.

Il s'agit d'un programme volontaire de gestion de risques offrant aux producteurs laitiers une protection lorsque la différence entre le prix du lait et le coût moyen des aliments (la marge) tombe en deçà d'un certain montant choisi par l'agriculteur. Le nouveau programme renforce l'ancien dispositif qui s'est avéré offrir une protection insuffisante aux producteurs.

Si elle s'est manifestée avec un décalage de deux ans par rapport à l'Union européenne, la crise de surproduction actuelle touche maintenant de plain-pied les éleveurs américains. Dans ce contexte, la politique agricole américaine vient d'être réformée et les éleveurs laitiers n'ont pas été oubliés. Le dispositif d'aides contracycliques sur marge introduit en 2014 a été considérablement renforcé : le Dairy Margin Coverage Program (DMP) offrira désormais la possibilité aux éleveurs de bénéficier d'aides publiques dès que le prix du lait passera en dessous d'environ 350 € par tonne de lait. Cette mesure est particulièrement avantageuse pour les élevages de moins de 200 vaches qui représentent 82 % des fermes mais moins du quart de la production américaine.

Le nouveau programme introduit deux modifications majeures qui devraient concourir à son succès : la première tient à la baisse des primes d'engagement que doivent verser les éleveurs pour y participer (devenues symboliques avec moins de 1 % de la valeur garantie). La seconde tient à la possibilité d'augmenter la couverture en portant le niveau de marge brute garantie jusqu'à l'équivalent d'environ 182 €/t. Ainsi, en additionnant ce niveau de marge brute garanti au coût alimentaire actuel d'environ 168 €/t, les éleveurs laitiers recevront des aides qui compenseront totalement les baisses de prix à partir de 350 €/t. De quoi couvrir l'essentiel des coûts de production pour une cotisation annuelle symbolique de 2,9 €/t.

Avec des primes d'engagement d'un montant faible voire symbolique pour les détenteurs de moins de 215 vaches, il s'agit donc bien d'un programme d'aides contracycliques géré et financé par l'Etat fédéral et non d'un programme d'assurance comme certains le prétendent.

Graphique : Exemple de couverture de la marge brute à 182 €/t (9,5\$/cwt)

Le graphique ci-dessus représente les différents paramètres du nouveau programme avec une marge brute minimale à 182 €/t (soit 9,5 \$/cwt). Quand le prix du lait (en vert) est inférieur à la somme (en jaune) de la marge brute minimale et des coûts alimentaires (en orange), alors les paiements se déclenchent (les surfaces en bleu – ici représentées y compris sur la période avant la réforme).

Le nouveau programme sera en effet plus avantageux pour les fermes de moins de 215 vaches, c.à.d. les élevages produisant moins de 2,26 millions de litres par an. Pour les plus grands élevages, le programme DMC sera moins intéressant. S'ils bénéficiaient des mêmes niveaux de couverture pour la production de leurs 215 premières vaches, le reste de leur production ne pourrait bénéficier que d'un niveau de prix garanti maximum d'environ 320 €/t en contrepartie d'une prime d'engagement cette fois-ci non négligeable de 34,9 €/t.

On y voit là la traduction du soutien politique dont bénéficient aux Etats-Unis les fermes de type familial : leur contribution à la vitalité des communautés rurales est notamment mise en avant. Cela semble également poursuivre l'objectif de conserver le savoir-faire indispensable pour maintenir et développer le potentiel de production américain. La production laitière est en effet très exigeante en termes de compétences, de travail et de capital, ce qui constitue l'un des principaux facteurs limitant le développement laitier.

En définitive, le renforcement du programme DMC doit sans doute être vu comme le moyen de répondre aux revendications des organisations agricoles du nord-est des Etats-Unis où les fermes sont encore majoritairement familiales, tout en évitant de brider le potentiel de production américain et ses exportations croissantes.

Extraits d'un article de Frédéric Courleux et Willy Olsommer, publié dans *Agriculture Stratégies* le 11 juillet 2019. Vous pouvez lire l'article complet ici :

<http://www.agriculture-strategies.eu/2019/06/nouveau-farm-bill-les-eleveurs-recevront-des-aides-contracycliques-lorsque-le-prix-du-lait-passera-en-dessous-de-350e-par-tonne>

Astrid Sauvage, European Milk Board (EMB)

Vagues de chaleur et orages : comment s'en sortent les producteurs de lait européens ?

La sécheresse sévit depuis quelques mois dans plusieurs pays européens. Selon des données du service de suivi du changement climatique Copernicus, juillet 2019 a été le mois le plus chaud depuis le début des mesures régulières en 1880. Des records de chaleur ont été battus, surtout dans des pays comme l'Allemagne, la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas.

© EMB

La sécheresse affecte les producteurs de lait européens. C'est pourquoi la Commission européenne a annoncé dans un [communiqué de presse](#) que les agriculteurs pourraient se voir verser des paiements anticipés plus élevés. Ils pourront ainsi percevoir dès la mi-octobre jusqu'à 70 % des paiements directs, au lieu de 50 %, et 85 % des paiements au titre du développement rural.

Vous pouvez vous informer ci-dessous sur la situation dans certains de nos pays membres :

Belgique

La production de lait et de viande en Belgique a baissé à la fin juillet en raison de la vague de chaleur. En particulier l'ouest et le centre de la Wallonie sont très secs. Les pluies un peu plus abondantes à l'est ont permis de mieux préserver les espaces verts. Dans certaines régions, les producteurs de lait ont déjà dû puiser dans leurs réserves pour l'hiver car la sécheresse empêche la pousse de l'herbe.

France

En France, une sécheresse sévère affecte les régions du centre et de l'est du pays. Les éleveurs de ces régions ont déjà commencé à consommer les réserves de fourrage prévues pour l'hiver. On observe également une réduction du cheptel car de nombreux producteurs de lait vendent une partie de leur troupeau en raison du manque de fourrage. Afin de lutter contre cette tendance, il a été décidé dans 69 départements d'autoriser exceptionnellement la fauche des jachères. Les récoltes de céréales et de colza sont bonnes mais les rendements du maïs sont très faibles. L'ensilage de maïs a débuté dès le mois d'août alors qu'il n'a normalement lieu qu'à la fin septembre.

Allemagne

Contrairement à l'année 2018, la situation en Allemagne est très contrastée entre les régions et même à l'échelle locale. Certaines régions ont bénéficié de pluies occasionnelles, alors que d'autres ont enregistré moins de 60 mm/m² depuis le mois d'avril. L'État a déclenché des mesures d'aide dans les *Länder* de Mecklembourg-Poméranie-Occidentale, Saxe-Anhalt, Thuringe, Rhénanie-Palatinat, Rhénanie-du-Nord-Westphalie, Basse-Saxe, Brême ainsi que dans certaines parties de la Bavière. Dans ces endroits, les agriculteurs peuvent utiliser, sous certaines conditions, les jachères ou les surfaces d'intérêt écologique pour l'alimentation des animaux.

Pays-Bas

Aux Pays-Bas aussi, les agriculteurs sont confrontés à la sécheresse, surtout dans les provinces de l'est. Les producteurs de lait sont déjà contraints d'acheter du fourrage ou de puiser dans les réserves d'hiver. Le prix élevé des aliments, surtout du maïs, et la baisse du prix du lait rendent leur situation financière délicate. De plus, le nord des Pays-Bas continue de connaître une prolifération massive de souris. Comme celles-ci endommagent aussi les racines de l'herbe, elles provoquent des pertes de récolte et des coûts supplémentaires.

Luxembourg

Après des mois de juin et juillet chauds et secs avec un nouveau record de chaleur à 40,8°C, le mois d'août a connu un peu de pluie. Le 9 août, une puissante tornade a également causé des dégâts considérables dans le sud du Luxembourg. Les rendements des cultures hivernales récoltées étaient dans la moyenne annuelle, mais la moisson des céréales de printemps était plus mauvaise. En effet, le seigle et le triticale sont touchés par l'ergot. La première et la deuxième fauches étaient encore bonnes en moyenne, mais la troisième et la quatrième ont été très faibles ou même inexistantes. La mise à l'herbage des vaches laitières reste difficile. De plus, comme aux Pays-Bas, des campagnols ont proliféré rapidement en raison de la sécheresse. Les producteurs de lait doivent donc acheter du fourrage. Dans certains cas, ils vendent du bétail pour compenser quelque peu les coûts.

Suisse

En Suisse aussi, la météo a été très variable selon les régions : en Suisse romande, dans le canton de Vaud, il y a eu une vague de chaleur en juin et une autre le mois suivant. Cela a entraîné une baisse de la production d'herbe et de cultures agricoles. Toutefois, la situation n'est pas aussi catastrophique que l'année dernière car il y a eu des précipitations régulières au cours des nombreux orages. Le canton du Jura doit cependant affronter une sécheresse assez sévère. Certains cantons ont pris des mesures d'urgence pour l'agriculture en raison de la sécheresse. Les agriculteurs sont ainsi autorisés à faucher les surfaces de promotion de la biodiversité (SPB) ou à y faire paître leur bétail. Cette mesure a pour but d'éviter de consommer dès maintenant les réserves pour l'hiver.

Lituanie

En Lituanie, la sécheresse a régné d'avril à juillet, avec des conséquences négatives pour la production de fourrage de nombreuses exploitations laitières. Le secteur céréalier est aussi fortement touché. La qualité des céréales est nettement moins bonne que lors des années précédentes. De plus, le prix du lait baisse depuis le mois d'avril. Plus de 2 000 exploitations laitières, surtout de petites exploitations dont beaucoup sont affiliées à notre organisation membre lituanienne, ont interrompu la production de lait. On peut s'attendre à un hiver difficile, avec une lourde pénurie de fourrage, et à de nouvelles fermetures d'exploitations. La Lituanie espère de l'aide du gouvernement.

Vanessa Langer, EMB

Portrait : Vétérinaires Sans Frontières Belgique

Il existe de nombreuses organisations dans le monde qui militent pour améliorer les conditions de travail et de vie des êtres humains et des animaux. Vétérinaires Sans Frontières Belgique est l'une d'entre elles. Nous avons demandé à cette ONG de nous décrire en quoi consiste leur travail et où ils sont présents. Aude Delcoigne, responsable communication et récolte de

fonds, nous donne un aperçu :

Vétérinaires Sans Frontières Belgique est une ONG belge qui lutte contre la faim et la pauvreté dans des régions reculées d'Afrique en améliorant l'élevage. Cela implique de mettre en place des réseaux de vétérinaires locaux, de former des éleveurs locaux, de créer des banques de fourrage et de faciliter l'accès aux marchés aux bestiaux, à l'eau et aux pâturages. Vétérinaires Sans Frontières Belgique met en œuvre des projets au Niger, au Mali, au Burkina Faso, au Rwanda, en RDC, au Burundi, en Ouganda et en Tanzanie. L'élevage est vital pour les populations de ces pays. Quand les

animaux sont en bonne santé, les gens le sont aussi !

Vétérinaires Sans Frontières Belgique croit en l'énergie et l'esprit d'initiative des populations du Sud. C'est pourquoi nous travaillons conjointement sur le terrain avec des organisations, des gouvernements, des vétérinaires et des éleveurs locaux. Ils nous aident à remplir notre mission, tout en renforçant leurs propres connaissances, leurs capacités et leur autonomie. C'est notre

manière à nous de bâtir un monde meilleur, de manière durable.

Que faisons-nous ?

Vétérinaires Sans Frontières Belgique et ses partenaires locaux aident les éleveurs dans les huit pays africains déjà cités à maintenir leurs animaux en bonne santé. Mais nous faisons plus que vacciner et soigner les troupeaux. Nous aidons les populations à améliorer leur élevage et tout ce qui y est lié.

En **Afrique de l'Ouest**, nous installons des outils d'information et de communication modernes, comme un système d'information mobile pour les gardiens de troupeau. Grâce à leurs téléphones mobiles, les éleveurs peuvent obtenir des informations sur l'emplacement du vétérinaire le plus proche, sur l'état des prairies, et donc prendre des décisions informées quant à leur transhumance. Au **Burkina Faso, au Mali et au Niger**, nous soutenons le développement de la chaîne de valeur volaillière et laitière grâce à nos partenaires locaux en améliorant l'alimentation et la santé des animaux. Nous aidons également à développer un réseau de distributeurs et de vendeurs de lait afin de répondre aux critères de qualité stricts des laiteries locales.

Au **Burundi et au Rwanda**, nous donnons des chèvres à des familles vulnérables et les aidons à planter un potager. Nous leur apprenons à combattre la malnutrition grâce à une alimentation variée. Le fumier provenant des animaux permet d'augmenter les récoltes, ce qui laisse de l'argent de côté pour payer les frais médicaux. Au **Mali**, nous mettons en œuvre une stratégie similaire avec la volaille. L'amélioration de la santé des animaux, des techniques d'élevage et de la vente permettent aux femmes, qui gèrent ces élevages, d'obtenir plus d'œufs et de revenus de leurs poules, et d'améliorer les conditions de vie de leur famille.

Nous aidons également les éleveurs avec des microcrédits, de la gestion de l'eau et des herbages, ainsi que des formations, du matériel agricole, des pourparlers de paix et du plaidoyer politique.

Quels sont nos objectifs de plaidoyer politique ?

Nos activités de plaidoyer politique se sont intensifiées ces dernières années. Elles consistent surtout à créer un environnement favorable au pastoralisme (ou agro-pastoralisme) d'après les principes de One Health*. Les (agro-)pasteurs sont des éleveurs semi-mobiles, vivant sur des territoires semi-arides et qui se déplacent avec leurs troupeaux selon des schémas très précis à la recherche d'eau et de pâturages de bonne qualité. Ce faisant, les pasteurs produisent de la viande et du lait d'une manière efficace et respectueuse du climat.

En plus de leur besoin d'assistance technique pour optimiser la production et garantir la santé de leurs troupeaux, les (agro-)pasteurs ont souvent des difficultés à préserver leur mode de vie, d'où la nécessité de changements politiques. Par exemple, les pasteurs doivent pouvoir se déplacer librement, car la mobilité est au cœur de leur mode de vie. Ceci implique l'accès aux pâturages et la propriété des terres, qui dépend de la législation. C'est pourquoi nous militons en faveur de l'intégration dans les documents législatifs d'arrangements spéciaux pour les pasteurs.

D'autres lois et règlements devraient aussi être adaptés pour prendre en compte les besoins du pastoralisme. En Afrique

de l'Ouest, par exemple, les (agro-)pasteurs ont du mal à développer des chaînes de valeur laitières locales. L'une des causes principales de ce problème est que les réglementations commerciales favorisent l'importation à bas prix de lait en poudre écrémé ou avec ajout de matière grasse, en provenance d'Europe ou d'autres continents, qu'il est difficile pour la production laitière locale de concurrencer. Dans ce contexte, le plaidoyer politique a un rôle majeur à jouer pour faire changer les choses en faveur des producteurs locaux.

Aude Delcoigne, Vétérinaires Sans Frontières Belgique

Silvia Däberitz, European Milk Board (EMB)

*Désigne la stratégie d'intégration et de mise en réseau de l'information, de l'expertise, des perspectives et des expériences nationales de tous les secteurs pertinents qui sont nécessaires pour améliorer la santé.

Grève du lait en Europe, il y a 10 et 11 ans

« Ich liefere ab morgen meine Milch nicht mehr ab. » (« À partir de demain, je ne livrerai plus mon lait. »)

© EMB

(Un producteur de lait allemand, en mai 2008)

« Je préfère jeter le lait plutôt que d'être esclave des industriels »

(Un producteur de lait français, en septembre 2009)

Désillusionné et résolu pour le premier, passionné et convaincu pour le second. C'est un mélange de ces deux aspects qui a poussé les producteurs et productrices de lait de nombreux pays européens à entrer en grève, il y a 10 et 11 ans.

Ils se sont montrés désillusionnés et résolus, car le calcul *prix/coûts* a été très clair durant ces dernières années : avec ce déficit constant, impossible de continuer. Il faut en tirer les conséquences, tout simplement.

Chez les agriculteurs, les baisses permanentes, la dévalorisation sociale et économique du lait, ainsi que la passivité des responsables politiques et industriels ont en outre généré des émotions comme la colère, et bien sûr des craintes toujours plus importantes au sujet de leur propre survie économique. En 2008 et 2009, tout cela a finalement donné naissance à du courage, à une forte solidarité, et aux deux principaux arrêts des livraisons de lait en Europe.

Les grèves du lait

En 2008, ce sont environ 85?000 producteurs de lait européens, principalement originaires d'Allemagne, des Pays-Bas, d'Autriche, de Belgique, du Luxembourg et de Suisse qui ont participé à la grève de dix jours. Les organisations membres du European Milk Board au Danemark, en Suède, en Italie, en Irlande et en Grande-Bretagne ont en même temps mené une importante campagne de sensibilisation, pour faire connaître les exigences et les actions de leurs collègues européens.

En 2009, 40?000 agriculteurs ont manifesté, surtout en France, en Belgique, au Luxembourg, en Allemagne, en Autriche, en Italie, aux Pays-Bas et en Suisse, dans le cadre de l'arrêt des livraisons. Ils ont également été soutenus par le travail de sensibilisation de leurs collègues provenant d'autres pays. Cette méthode a été efficace : beaucoup de personnes ont été touchées, ce qui a déclenché une vague de solidarité. Les producteurs de lait ont par exemple reçu cette lettre : *L'Association des agriculteurs taiwanais et l'ATOAP (Association taiwanaise pour la promotion de l'agriculture biologique) accordent tout leur soutien à la grève européenne visant à obtenir des prix décents pour les producteurs de lait en Europe, des prix qui doivent vous permettre à tous de gagner suffisamment pour vivre. Par ce message, nous vous faisons part de notre solidarité. Nous souhaitons également que votre grève pacifique rencontre un*

succès légitime et vous permette de vivre mieux tout en assurant votre avenir et celui des producteurs de lait européens.

Le point d'orgue de la grève de 2009 fut atteint lorsque plus de 3 millions de litres de lait ont été épandus dans un champ à Ciney, en Belgique. C'était impressionnant.

Mais attendez, où en sommes-nous aujourd'hui ?

Après l'arrêt de la grève, les prix du lait ont-ils permis de couvrir les coûts ? Les conditions-cadres exigées pour le secteur du lait ont-elles été mises en place par les politiques ? Ont-ils créé un instrument, qui permet de corriger à l'avenir les turbulences chroniques du marché ? Les producteurs et productrices de lait ont-ils été soulagés de la peur existentielle constante qu'ils ressentaient ?

Non. En 2015, le marché européen du lait a été libéralisé, sans qu'un cadre de crise fonctionnel ait été fixé. Le résultat ? D'autres grandes crises des prix du lait, et l'arrêt de la production laitière dans de nombreuses exploitations européennes.

Les grèves du lait ont-elles été menées en vain ?

Encore une fois : non.

Les grèves ont permis de lancer un mouvement à l'échelle européenne, qui a également attiré l'attention au niveau politique. Les producteurs et productrices ont montré une grande détermination, en s'impliquant pour leur profession avec des moyens forts. Ils ont ensuite amené leurs intérêts et leurs visions au cœur de la discussion politique avec bien plus de vigueur – et cela a payé. Sur la base de leur proposition, un observatoire du marché du lait a été créé au niveau européen puis, durant la crise de 2016, une réduction volontaire de la production a été mise en place (le volume sur le marché en crise a été réduit activement, pour la première fois depuis la libéralisation du secteur laitier).

Les innombrables actions coup de poing, manifestations, rassemblements de tracteurs, etc. qui ont eu lieu en Europe après 2008/2009 auraient été impensables sans les grèves. Avec leur force et leur solidarité, elles ont donné une impulsion aux producteurs et productrices de lait européens, qui continue de les accompagner depuis 10 ou 11 ans. Le secteur doit beaucoup à ceux et celles qui, à l'époque, ont décidé de ne plus livrer leur lait, rationnellement, résolument et passionnément à la fois.

Ce sont cet engagement et cette détermination qui ont permis au secteur des producteurs de lait de s'imposer. Le chemin est souvent difficile, et il ne mène pas simplement de réussite en réussite. Pourtant, malgré toutes les difficultés, il en vaut la peine. Pour les producteurs et productrices de lait, voici la prochaine étape : une réglementation au niveau de l'UE, qui établit la réduction volontaire de la production (avec un plafonnement) comme instrument de crise permanent du secteur laitier.

Silvia Däberitz, direction European Milk Board (EMB)

Invitations à des événements autour de la grève européenne du lait en septembre

© FMB
Les producteurs et productrices de lait organisent de grands événements à l'occasion des 10^e et 11^e anniversaires de la grève du lait.

La vanne est fermée. Dès maintenant. Nous ne livrons plus de lait à nos laiteries et décidons de l'épandre dans les champs !

Au printemps 2008 et à l'automne 2009, des milliers d'éleveurs laitiers de toute l'Europe décidèrent d'interrompre leurs livraisons de lait. Les prix du lait extrêmement bas et l'incurie de l'industrie et du monde politique, face au besoin impérieux d'un changement d'orientation du secteur laitier, avaient joué trop longtemps avec les nerfs et les ressources des agriculteurs. Ils se résolurent à employer les grands moyens: la grève !

Des événements et des manifestations sont organisés ce mois de septembre dans différents pays afin de rendre hommage au courage de ces producteurs et productrices de lait, dont la détermination a donné naissance à tout un mouvement en Europe.

France, 14 et 15 septembre

*« 2009-2029 : notre combat » Un regard 10 ans en arrière et 10 ans en avant : en septembre 2009, des centaines de producteurs de lait se rassemblent avec 300 tracteurs au Mont-Saint-Michel et y déversent 3,5 millions de litres de lait. Qu'est-ce qui a changé depuis ? En 2029, sera-t-il possible de tirer un revenu décent de la vente du lait ? Apprenez-en davantage lors du **Festival Cara-Meuh au lieu-dit Les Viviers, 11, Route de Saint-Léonard, 50300 Vains, Normandie, en France.***

Table ronde « 2009-2029 : notre combat »

Quand : Samedi 14 septembre à 11h30

Où : Stand 21 « 10 ans après la grève du lait »

Conférence « Comprendre la crise du lait »

Quand : Samedi 14 septembre à 16h00

Où : Stand 7 « Le Poulailier »

Conférence « Que mangerons-nous demain ? » (CETA, Mercosur)

Quand : Dimanche 15 septembre à 11h00

Où : Stand 7 « Le Poulailier »

Contacts :

Sylvain Louis, Président d'APLI Nationale : +33 6 44 34 52 43

Florentine Leloup (pour les demandes d'entretien) : +33 6 66 96 11 24

Belgique, 10 et 16 septembre

En septembre 2009, plus de 3 millions de litre de lait sont déversés dans les champs à Ciney. En 2019 aussi, des milliers de tracteurs de Belgique, d'Allemagne, du Luxembourg, des Pays-Bas et de France se mettent en route, avec leur lait, afin de protester contre les excès actuels de la production laitière.

Conférence de presse

Quand : Mardi 10 septembre à 10h00

Où : Stèle commémorative, N97, 5363 Ciney (50.313160°N, 5.125139°E), Belgique

Contact : Erwin Schöpges, président de l'EMB : +32 497 90 45 47

Mobilisation avec 1000 tracteurs

Quand : Lundi 16 septembre à partir de 12h00

Où : Stèle commémorative, N97, 5363 Ciney (50.313160°N, 5.125139°E), Belgique

Contact : Erwin Schöpges, président de l'EMB : +32 497 90 45 47

Nous avons le plaisir de vous inviter à ces événements.

Vous aurez la possibilité d'y prendre de belles photos et d'interviewer des protagonistes de la grève du lait.

Cara-Meuh Festival : programme et plan d'accès

10/09/2019 : invitation à la conférence de presse du MIG

16/09/2019 : mobilisation générale à Ciney

Invitation à la presse de l'EMB, septembre 2019

European Milk Board ASBL

Rue de la Loi 155

B-1040 Bruxelles

Tel: +32 (0)2808 1935

Fax: +32 (0)2808 8265

Mail: office@europeanmilkboard.org

Document-URL: <http://www.europeanmilkboard.org/https://www.europeanmilkboard.org/francais/bulletin-septembre-2019.html>